



QUESTIONS À... LAURENT BONELLI

L'ÉTAT

LAURENT BONELLI est maître de conférences en science politique à l'Université de Paris-Ouest-Nanterre. Il est notamment l'auteur de *La France a peur, une histoire sociale de « l'insécurité »* (La Découverte, 2008) et a co-dirigé, avec Didier Bigo et Thomas Deltombe, *Au nom du 11 septembre...* Les démocraties à l'épreuve de l'antiterrorisme (La Découverte, 2008). Il vient de publier, avec Willy Pelletier, *L'état démantelé, Enquête sur une révolution silencieuse* (La Découverte – Monde diplomatique 2010)

► **Ecole Emancipée : Tu as travaillé sur les questions de sécurité par le passé, qu'est-ce qui t'a décidé à te pencher plus particulièrement sur le sujet des services publics cette fois-ci ?**

Laurent Bonelli : J'ai en effet constaté que la police ou la justice n'échappaient pas à des logiques budgétaires ou de « nouvelle gestion publique » qui dépassaient largement le domaine de la sécurité et qui pourtant contraignaient largement leur action. D'autres collègues ayant fait le même constat dans d'autres secteurs, est né le projet de cet ouvrage que j'ai dirigé avec le sociologue Willy Pelletier. Il nous a semblé important de montrer les dynamiques globales de réforme de l'Etat, tout en restant attentifs aux singularités observables sur chaque terrain, dues aux histoires spécifiques et aux formes de résistances que l'on y rencontre.

► **EE : Ce qui est très intéressant dans cet ouvrage, c'est qu'il met bien en lumière qu'il s'agit de politiques concertées : l'affaiblissement de l'État répond aux exigences néolibérales, c'est à un projet politique et un projet de société entièrement tournés vers le profit qu'il répond...**

L.B. : Oui, on a essayé de rendre compte du projet idéologique : le néolibéralisme, c'est le renouveau du libéralisme, avec un Etat qui donne des règles, des cadres à la concurrence (la commission européenne constitue un bon exemple). Ce projet est ancien, mais s'il se déploie aujourd'hui en France, c'est parce qu'il rencontre les intérêts de groupes hétérogènes : ceux de hauts fonctionnaires des finances convertis au catéchisme du monétarisme ; ceux d'administrateurs publics de plus en plus souvent passés par des écoles de commerce (HEC notamment) qui circulent tout au long de leur carrière entre de hauts postes du public et du privé ; et ceux d'élites politiques relativement fragiles et contestées qui ont besoin, pour gouverner, d'organiser l'insécurité de l'administration. Cette convergence fait la force du projet, mais fait aussi sa faiblesse. Car ce qu'a fait une conjoncture, une autre peut le défaire...

► **EE : Ce discours optimiste est tout de même difficile à croire quand on voit que la conjoncture européenne aggrave encore la situation ; on a le sentiment d'un**



Aux journées d'étude de l'EE en 2009. Véronique et Laurent...

PHOTO : M. MIGNEAU



**emboitement au niveau international de toutes les politiques qui visent la performance et la rentabilité au détriment des services publics, ce qui laisse penser qu'on ne peut y échapper...**

L.B. : C'est le pari de cet ouvrage : la déferlante qui touche tous les SP a un effet démobilisateur. On se sent submergé et on ne sait pas ce qu'il faut faire face à ce rouleau compresseur. Pourtant, le processus est moins cohérent qu'il n'y paraît et ne fonctionne que parce que certains s'en saisissent au sein même de l'Etat. On assiste à un double mouvement : d'une part, une réduction des personnels, avec ce qu'on pourrait qualifier de véritables plans sociaux « publics », et une délégation des missions de SP au secteur privé. De l'autre, on observe une « caporalisation » de l'action publique avec un renforcement des chaînes de commande, et l'émergence de petits managers publics. Un directeur d'hôpital, un président d'université concentrent désormais de larges pouvoirs, jusque là partagés avec leurs collègues dans des structures collégiales de décision. Or, ces managers, à travers leur rôle de gestion des établissements, voire même des carrières, sont de très puissants relais des

réformes. Cela crée des alliances de circonstances qui ont aussi leur fragilité. Ce n'est pas pour rien que nous avons recueilli dans l'ouvrage les témoignages – et même les contributions – de hauts fonctionnaires qui en ont assez de ce qui se passe. Ce système fabrique des mécontents et donc génère des formes d'opposition. Cette réforme n'a pour elle que la rapidité et la violence, la fuite en avant. Donc, face à cela, même l'inertie peut l'affaiblir...

► **EE : Pourtant, quand on lit le livre, la fragilité, on ne la sent pas et au quotidien, on ne la perçoit pas...**

L.B. : C'est fragile, parce qu'il y a des failles. Et ce sont celles-ci que l'on peut exploiter. Par exemple en montrant que des agents que tout engage à se penser différents (des policiers et des agents hospitaliers, des enseignants et des militaires) ont plus en commun qu'ils ne le pensent et qu'ils affrontent séparément des mêmes périls. Qui sait, des alliances inédites pourraient voir le jour... L'un des paradoxes de la réforme, c'est qu'elle fonctionne grâce au

INTERVIEW RÉALISÉE PAR V. PONVERT.

# DÉMANTELE

dévouement d'agents qui défendent les valeurs du SP et continuent à faire fonctionner le système malgré tout. En payant de leur personne, bien souvent. Or, cette « culture » du SP – par exemple lors de la tempête de 1999, 600 retraités d'EDF sont venus spontanément aider leurs collègues à relever le réseau – ne va pas durer éternellement. Avec l'emploi massif de précaires, de sous-traitants, ça ne marchera plus...

**EE : Un paradoxe revient à plusieurs reprises : d'un côté, le fonctionnaire a mauvaise presse car il ne possède pas les valeurs véhiculées dans le privé, (le mérite, le risque, le courage), mais d'un autre côté, les Français tiennent beaucoup à leurs SP et en soulignent la qualité (ex : votation citoyenne en 2009 pour la Poste)... Est-il donc si facile que cela, pour le gouvernement, de « liquider » les SP ?**

L.B. : Les SP, c'est un modèle de civilisation. Celui qui a historiquement et progressivement arraché certains secteurs d'activités aux logiques marchandes. L'éducation, les transports, les télécommunications, etc. ont été pensés comme autre chose que des produits que l'on peut vendre et acheter. Comme des biens communs. On voit aux Etats-Unis aujourd'hui les ravages d'avoir laissé la santé entre les mains des marchands... Or, si les Français sont attachés aux SP mais qu'ils ne se mobilisent guère pour les défendre, c'est que les gouvernements successifs procèdent par morcellement, gouvernement par circulaire et tout cela reste très technique. Par exemple, pour la Poste, on nous dit d'abord « ouverture du Capital, mais l'Etat reste majoritaire » et puis les choses vont se défaire petit à petit. L'exemple des chemins de fer allemands, dont nous rendons compte, est édifiant sur ce point. Comment s'opposer frontalement à quelque chose qui s'érode petit à petit ?

**EE : Dans le chapitre consacré à la réforme de l'état, Gilles Garnier dit : « La technique du gouvernement est simple : affamer pour mieux réformer ». Es-tu de cet avis ? La contrainte budgétaire est-elle un outil pour détruire ce qui reste d'Etat ?**

L.B. : Les réformes sont toutes enclenchées au nom de la nécessité (faire des économies...) : c'est le discours public. Ronald Reagan avait développé une métaphore à ce sujet : il comparait l'Etat à un enfant obèse. On lui dit d'arrêter de manger des bonbons, mais il n'arrête pas. On le raisonne, on le menace, mais rien n'y fait. La seule solution, disait-il, est donc de lui enlever son argent de poche... Ce raisonnement simpliste s'est traduit par ce que l'on appelle « la politique des caisses vides ». C'est l'organisation systématique et volontaire de l'endettement permanent de l'Etat. Après les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et surtout la Nouvelle Zélande ont emprunté cette voie, aujourd'hui suivie par l'Etat français. De là les cadeaux fiscaux (du



bouclier à la TVA sur la restauration) et la vente à bas prix de secteurs extrêmement rentables, comme les autoroutes, par exemple. C'est une stratégie consciente de pauvreté de l'Etat qui facilite sa compression. Imagine-t-on un ministre demander la fermeture de classes ou d'hôpitaux avec un budget excédentaire ?

**EE : La réduction du budget sert donc le projet idéologique ?**

L.B. : Oui, la contrainte budgétaire est largement idéologique... Ce n'est pas la destruction de l'Etat qui est en jeu, mais la redéfinition de son format et de son rôle dans la répartition de la richesse nationale. Si l'on considère la question des chemins de fer, il ne s'agit plus d'aménagement du territoire – c'est-à-dire de réduire les inégalités territoriales – mais de dégager des parts de rentabilité avec les lignes à haute vitesse. Dans l'éducation, il faut scolariser *a minima* pour donner des compétences et viser l'employabilité, plutôt que lutter contre les inégalités culturelles ; à l'hôpital, il faut traiter les maladies « rentables » et se débarrasser de ce qui coûte cher, c'est-à-dire les pauvres, les malades chroniques et les vieux...

**EE : La souffrance des personnels (qui les mène parfois au suicide) et la dégradation des services rendus à la population sont généralisés à l'ensemble des SP. Tout le monde est perdant. D'ailleurs, aujourd'hui, dans la rue, les citoyens défilent contre la politique globale du gouvernement, au-delà de la seule question des retraites...**

L.B. : La France est en quelque sorte à contre courant de l'histoire. Le désastre économique et financier récent a montré les limites du marché. Les Etats-Unis découvrent la nécessité d'une protection sociale et le Pentagone s'alarme du coût vertigineux de la sous-traitance militaire en Afghanistan. Et si notre pays n'a pas sombré dans la récession, comme l'Espagne ou la Grèce, c'est aussi parce qu'il a un très fort secteur public qui regroupe presque un actif sur cinq. Conservant son pouvoir d'achat, il a contribué à la stabilité économique du pays. Et c'est ce que le gouvernement cherche à liquider...

Mais rien ne me semble perdu. C'est autour de la défense de ce modèle de civilisation que peuvent s'articuler des résistances. Celles du mouvement social bien sûr, mais aussi politique. En ce sens, il ne faut pas relâcher la pression sur les forces politiques qui pourraient revenir au pouvoir en 2012 et essayer de leur arracher des engagements en ce sens. En effet, la bataille se mène au plan intellectuel et politique. L'intellectuel collectif, disait Pierre Bourdieu « *peut et doit remplir d'abord des fonctions négatives, critiques, en travaillant à produire et disséminer des instruments de défense contre la domination symbolique qui s'arme aujourd'hui le plus souvent, de l'autorité de la science* ». C'est l'ambition de cet ouvrage. Mais ces analyses, si pertinentes soient-elles, ne changeront rien. Elle n'aura d'effet que si elles sont portées par un mouvement social et politique d'ampleur, qui seul pourra inverser la tendance. ●



« *remplir d'abord des fonctions négatives, critiques, en travaillant à produire et disséminer des instruments de défense contre la domination symbolique qui s'arme aujourd'hui le plus souvent, de l'autorité de la science* ».

Pierre Bourdieu.